

Crise du Medef : l'arbre ne doit pas cacher la forêt

Suite à la révélation de la prime de départ de Denis Gautier-Sauvagnac, la crise larvée du Medef éclate au plein jour et sert de prétexte à un règlement de compte interne. Au-delà, c'est surtout la vérité sur l'emploi de l'argent de la caisse noire du patronat de la métallurgie qui doit être faite. Denis Gautier-Sauvagnac a affirmé que l'argent de l'UIMM a servi à « fluidifier les relations sociales », en clair à aider certains syndicats à être plus conciliants envers le patronat. La clarté la plus totale doit être établie sur ce fait.

Cette crise se déroule dans un contexte bien particulier qui voit se multiplier les comportements de patrons voyous, les parachutes dorés, les rémunérations exorbitantes des managers des grandes entreprises. Dans cette situation, les profits des entreprises et les dividendes versés aux actionnaires continuent de croître et les salaires de stagner. Cette crise n'est pas spécifiquement française et touche la plupart des pays comme le montre la fraude fiscale massive de dirigeants de grandes entreprises qui a été découverte en Allemagne.

Le comportement individuel de tel ou tel responsable du patronat s'inscrit donc dans le fonctionnement global du capitalisme financier qui fait de la recherche du profit le but ultime de l'activité sociale. Les appels actuels à des comportements plus moraux ne peuvent que laisser dubitatif alors même que l'argent est érigé en valeur suprême. Le capitalisme, en voulant transformer toutes les activités humaines, et la vie elle-même en marchandise, réduit les individus à une seule dimension, celle de ressource humaine à valoriser pour le capital. A partir du moment, où l'économie, réduite elle-même à la recherche du profit maximal, domine tous les autres aspects de la vie sociale, les seules valeurs produites ne peuvent que légitimer le règne du chacun pour soi.

Les appels à la morale ont donc peu de chance d'être suffisants si la puissance publique n'est pas capable de contrecarrer le mode de fonctionnement actuel du capitalisme en lui imposant des règles, droits sociaux, normes environnementales, qui lui sont a priori étrangères. Une telle modification du fonctionnement du système actuel a peu de chance de venir d'une prise de conscience des dirigeants patronaux. C'est aux salariés et plus globalement aux citoyens de l'imposer.

Le 4 mars 2008